



**Travaux divers sur bordereaux de prix
AO/CCAP/2024-75**

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHE	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché.....	4
Alinéa 1.3 – Marchés subséquents concernant les lots 2.xx :	5
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	6
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	6
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	6
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	6
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	6
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	6
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	7
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	7
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ.....	7
Alinéa 5.1 - Contenu du prix	7
Alinéa 5.2 - Prix de règlement	8
Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix	8
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
Alinéa 6.1 – Bons de commandes ou ordres de service sur devis inférieur	10
ou égal à 20 k € HT	10
Alinéa 6.2 – Bons de commandes ou Ordres de service sur devis supérieur à 20k € HT :	
Exécution de marchés subséquents	11
Alinéa 6.3 – Exécution	11
Alinéa 6.4 – Délais d'exécution des travaux.....	12
Alinéa 6.4 - Contrôle et Réception des travaux	13
Alinéa 6.5 - Délais de garantie et retenue de garantie.....	14
Alinéa 6.6 - Obligations du Titulaire	16
ARTICLE 7 – CO-TRAITANTS ET SOUS TRAITANTS	17
Alinéa 7.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	17
Alinéa 7.2 – Désignation d'un sous-traitant indirect ou dit de « second rang »	18
Alinéa 7.3 – Modalités de paiement direct.....	18
ARTICLE 8 - PENALITES	19
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE.....	21
Alinéa 9.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	21
Alinéa 9.2 - Résiliation du fait du Titulaire	21
Alinéa 9.3 – Non-respect des obligations par le titulaire	22
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	23
Alinéa 10.1 – Avance	23
Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être	
versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.	23
Alinéa 10.2 - Modalités de paiement	24
Alinéa 10.3 - Nantissement	25
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	25
ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	26
ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS.....	26

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 11 adhérents dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et 10 adhérents parties : les Centres Hospitaliers de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Neuville aux Bois, de Pithiviers, de Sully sur Loire, de Beaugency, EHPAD de Villecante à Dry, EHPAD du Champgarnier à Meung sur Loire.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le marché porte sur la réalisation de divers travaux.

Il concerne les établissements suivants du GHT 45 :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans : tous les bâtiments composant le patrimoine immobilier, ainsi que le site Jeanne d'Arc de GIEN
- Centre Hospitalier Dezarnaulds de GIEN (uniquement les lots 1.1-1.6-1.9-1.11-1.12 et 2.4-2.6-2.11-2.12)
- Centre Hospitalier Groupement de Pithiviers et Neuville aux Bois
- Centre Hospitalier de Sully Sur Loire

Il est composé de 24 lots détaillés ci-dessous (cf .CCTP).

➤ Prestations < ou = à 20K€ HT

N° LOTS	DESIGNATION - lots mono attributaires
1	Gros-œuvre, maçonnerie, carrelage,
2	Menuiseries intérieures, cloisons, plafonds suspendus
3	Menuiseries extérieures
4	Peinture, faïence, revêtements de sols et revêtements muraux, miroiterie et vitrerie
5	Désamiantage
6	Electricité courants forts
7	Plomberie, chauffage, ventilation, climatisation
8	Gaz médicaux
9	Métallerie
10	Sécurité Incendie/courant faible/éclairages spécifiques/
11	VRD, signalétique
12	Etanchéité – Bardage – façade

➤ Prestations > à 20K€ HT

N° LOTS	DESIGNATION lots multi-attributaires
13	Gros-œuvre, maçonnerie, carrelage,
14	Menuiseries intérieures, cloisons, plafonds suspendus
15	Menuiseries extérieures
16	Peinture, faïence, revêtements de sols et revêtements muraux, miroiterie et vitrerie
17	Désamiantage
18	Electricité courants forts
19	Plomberie, chauffage, ventilation, climatisation
20	Gaz médicaux
21	Métallerie
22	Sécurité Incendie/courant faible/éclairages spécifiques
23	VRD, signalétique
24	Etanchéité – Bardage - façade

Alinéa 1.2 - Forme du marché

La structure du marché est définie **par 3 niveaux de seuils financiers hors taxes** (€HT) :

20 K€ - 150 K€ - 300 K€

Le marché est mono-attributaire en deçà (ou égal) d'un montant unitaire par devis et par corps d'état fixé à **20 K€HT**.

1°) La structure du marché est multi attributaires (marché accord cadres) au-delà d'un montant unitaire par devis et par corps d'état fixé à **20 K€HT**.

2°) au-delà d'une valeur globale d'opération arrêtée à **150 K€ HT** une grille d'analyse technique sera fournie par le référent du chantier (pour les lots supérieurs à 20K€) et permettra au CHUO d'établir l'offre la mieux disante dans un rapport d'attribution d'une note technico/économique de 40/60.

3°) au-delà d'une valeur globale d'opération arrêtée à **300 K€ HT** le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans (CHUO) se réserve la possibilité de lancer une nouvelle consultation en dehors du présent marché à bons de commande.

Dans le cadre du « marché accord cadres », pour tout devis inférieur à 20 000 €HT (par corps d'état), le marché est mono attributaires et le titulaire à l'issue de la présente consultation se verra immédiatement confier la réalisation des travaux.

Opération	Lot(s)	Marché	Grille d'analyse complémentaire CHU
< 20 K€	< 20 K€	Mono attributaire	
De > 20 K€ à 150 k€	< 20 K€	Mono attributaire	
	> à 20 K€	Multi attributaire	Non
De 150 k€ à 300 k€	< 20 K€	Mono attributaire	
	> à 20 K€	Multi attributaire	Oui
>300 k€	Choix 1 : < 20 K€	Mono attributaire	
	Choix 1 : > 20 K€	Multi attributaire	Oui
	Choix 2 : le CHU relance une consultation sur la globalité de l'opération		

Attention : les lots N°1-10 et 2-10 comportent une seconde partie « Prestations de câblage et d'extension du réseau informatique » ; Le date de début d'exécution de cette seconde partie ne saurait être antérieure au 01 Aout 2025.

Ce marché est structuré sous deux formes selon le montant HT du lot :

- Accord cadres à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code De La Commande Publique, pour les lots estimés < ou = **20 K€ HT** ;

Accord cadres à bons de commande conclu en multi-attribution en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code De La Commande Publique au-delà d'un montant par corps d'état, estimé supérieur à 20 K€HT, avec un nombre maximum de 3 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

Si le nombre de candidats est inférieur au nombre fixé, l'ensemble des candidats recevables sera retenu.

L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Alinéa 1.3 – Marchés subséquents concernant les lots 2.xx :

Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre seront matérialisés par un bon de commande émanant de chacun des établissements bénéficiaires.

Ils seront précédés d'une mise en concurrence des attributaires lors de la survenance des besoins et selon une analyse technico économique : Critère technique 40% Critère prix 60.

Par ailleurs au-delà d'une valeur globale d'opération arrêtée à 300 K€ HT le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans (CHU) se réserve la possibilité de lancer une nouvelle consultation en dehors du présent marché à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un montant maximum de 20.000 K€.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le prestataire qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix et catalogue CHU D'ORLÉANS,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) Travaux issu de l'arrêté du 6 septembre 2009, et modifié par l'Arrêté du 30 mars 2021.
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux prestations du présent marché, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ce mois est celui de la date limite de la remise des offres.
- les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants si postérieurs à la notification du marché

le mémoire technique

Les modalités propres au titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/TRAVAUX) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.3.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Les modifications peuvent porter sur l'ajout ou le retrait d'un site hospitalier du GHT 45.

3.3.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter du 1er mars 2025 ou de la date de sa notification si celle-ci est postérieure, pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder quatre ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG/travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement du titulaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de

lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG-TR), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également :

- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus,
- des dépenses communes de chantier

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage sauf l'eau et l'électricité.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché. Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Alinéa 5.2 - Prix de règlement

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

5.3.1 – Actualisation des prix

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$Pa = P0 \times (Im-3 / I0)$$

Avec :

P0 : Prix initial du contrat

Pa : Prix actualisé

I0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

Im-3 : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux

Le titulaire adressera un nouveau bordereau de prix au pouvoir adjudicateur par écrit (par mail)
Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

5.3.2 – Révision des prix pour les marchés établis sous la forme A

Les prix sont fermes jusqu'à la date anniversaire du marché et seront ensuite révisibles à chaque date anniversaire, en ce qui concerne :

- le catalogue CHU d'Orléans selon les indices BT définis ci-après (alinéa 5.3.3)
- le catalogue BATIPRIX selon sa parution.

5.3.1 Type de révision de prix

Le Titulaire pourra faire parvenir une demande de révision et/ou d'ajustement de prix par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de l'administration au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché. A l'appui de sa demande, le titulaire du marché joindra les justificatifs correspondants :

- Pour ce qui concerne le catalogue CHU : Le coefficient de mise à jour est calculé selon les modalités décrites ci-après en retenant comme mois « m » le mois précédant le mois au cours duquel commence la période de reconduction.

Une mise à jour sera ainsi pratiquée pour chaque période éventuelle de reconduction.

Le mois « m » retenu pour chaque mise à jour est le mois précédant le mois au cours duquel commence la période de reconduction concernée.

Les prix ainsi mis à jour ne font plus l'objet de variation de prix pendant la période de reconduction concernée.

- Pour ce qui concerne le catalogue BATIPRIX la variation de prix sera conforme à la dernière parution.

5.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du : BATIPRIX 2024 et des prix fixés aux catalogues CHU D'ORLÉANS.

5.3.3 Choix des index de référence

Les index de référence sur laquelle repose la révision des prix sont :

- Lot n°1 : BT03

- Lot n°2 : BT18a
- Lot n°3 : BT43
- Lot n°4 : BT46
- Lot n°5 : BT53
- Lot n°6 : BT47
- Lot n°7 : BT41
- Lot n°8 : BT38
- Lot n°9 : BT42
- Lot n°10 : BT47
- Lot n°11 : BT03

5.3.4 Modalités de révision des prix

Formule de révision de prix :

$PN = 0,20 + 0,80 (\text{index } 01 / \text{index } 0)$ où

- PN : prix nouveaux pour la période d'un an à venir
- Index 0 (index du mois précédent le mois de la notification)
- Index 1 (dernier indice connu à la date anniversaire)

La révision du prix du présent marché sera soumise à la réglementation en vigueur du Ministère de l'Economie et des Finances et aux normes du Bulletin Officiel de la Concurrence et de la Consommation.

Si les indices INSEE ci-dessus mentionnés changent pendant la durée du marché, la formule de révision de prix changera de facto et prendra en compte les nouveaux indices proposés par l'INSEE sans donner lieu à la conclusion d'un avenant.

5.3.5 Clause de butoir

La variation de prix à la hausse ne pourra pas excéder 2 %.

5.3.6 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an.
- Soit d'accepter l'application du nouveau barème lorsque celui-ci est supérieur à la clause de butoir.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 – Bons de commandes ou ordres de service sur devis inférieur ou égal à 20 k € HT

Les bons de commandes ou ordres de service sont émis au fur et à mesure des nécessités de l'administration., ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

L'entreprise aura un délai maximum de 10 jours pour établir le devis.

Dans le cas d'un délai inférieur mentionné dans l'offre du titulaire, c'est ce délai qui s'applique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Alinéa 6.2 – Bons de commandes ou Ordres de service sur devis supérieur à 20k € HT : Exécution de marchés subséquents

A la survenance d'un besoin, l'administration procédera à une mise en concurrence des titulaires de l'accord cadre.

Modalités d'attribution du marché subséquent : critère de choix

L'offre la plus avantageuse sera appréciée sur la base du critère :

- **Technique (pour 40 %)** sur analyse d'une grille de critères techniques fournie pour l'opération considérée
- **Prix : pour 60 %**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera rejetée.

La passation de la commande s'articule ainsi :

1. La remise en concurrence des titulaires sera écrite, envoyée par mail par l'administration.
2. Les titulaires ont 15 jours pour renvoyer leur offre, par retour de mail à l'administration.
3. Puis l'administration indiquera le résultat de la remise en concurrence par mail :
 - Information aux attributaires non retenus ;
 - Au titulaire attributaire pour la prestation demandée ;
4. Le bon de commande établi vaut notification du marché subséquent.

Alinéa 6.3 – Exécution

6.3.1 Cahier d'exécution de la prestation

Le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans pourra, le cas échéant, rédiger un cahier d'exécution de la prestation qui stipulera les modalités de l'exécution de la prestation demandée.

6.3.2 Provenance des matériaux

Conformément à l'article 21 du CCAG-TR, le titulaire mettra à disposition les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

6.3.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'administration.

Le contenu précis des missions de la maîtrise d'œuvre est le suivant :

- études de conception approfondie
- direction et de l'exécution des travaux.

6.3.4 Coordination Sécurité et protection de la santé

Conformément à la réglementation définie par le décret n°94-1159 du 26/12/94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, et à l'article L.235-3 du code du travail modifié par ce décret, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs sera assurée si nécessaire dans le cadre des opérations.

La mission SPS relèvera, le cas échéant, du plan de prévention de l'établissement concerné ou sera assurée par un coordonnateur nommé dans le cadre de l'opération.

6.3.5 Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché pourront être soumis au contrôle technique, si nécessaire et dans les conditions prévues par l'article 111-23 et 111-26 de la loi sur la construction et de l'habitat. De plus, les entreprises devront fournir avant toute exécution les études, notes de calculs, plan d'exécution des ouvrages en vue de leur vérification. Elles devront se conformer aux prescriptions du contrôleur technique.

Les missions de contrôleur technique relèvera, le cas échéant, de l'administration ou sera assurée par un contrôleur nommé dans le cadre de l'opération.

Les missions confiées seront adaptées suivant la nature des opérations à réaliser.

Compte prorata

Le référent du chantier pourra décider en début de chantier de la mise en place d'un compte prorata entre les différentes entreprises selon une répartition dépendante du volume financier de chacun des lots afin de répartir la charge de dépenses communes (tel que le nettoyage en cours de chantier et/ou la mise à gris des locaux, la location de bungalow de chantier-base vie...).

Alinéa 6.4 – Délais d'exécution des travaux

6.4.1 Délai d'exécution des travaux

Pour les lots 1.xx : le délai maximum de préparation du chantier (entre la réception du bon de commande et le début des travaux) sera de 10 jours

Pour les lots 2.xx : le délai maximum de préparation du chantier (entre la réception du bon de commande et le début des travaux) sera de 15 jours

Dans le cas d'un délai inférieur mentionné dans l'offre du titulaire, c'est ce délai qui s'applique.

Le délai d'exécution des prestations sera indiqué sur le bon de commande ou l'ordre de service.

Par dérogation aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG/travaux, le délai d'exécution du marché ne comprend pas de période de préparation. Il comprend :

- délai de réalisation des travaux,
- le repliement des installations de chantier,
- la remise en état des installations des terrains et des lieux,
- les jours fériés,
- les jours chômés,
- les journées d'intempéries (14 jours),
- les opérations préalables à la réception,
- la réception.

6.3.3 Prolongation du délai d'exécution

La prolongation de délai est notifiée au titulaire par ordre de service dans les cas prévus à l'article 19.2 du CCAG-TR. En dehors de ces cas, la prolongation de délai ne peut résulter que d'un avenant.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG/travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 14 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG/travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au delà des 14 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant celle de la zone des travaux).

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
---------------------	---------------------------

Précipitations	25 mm/24 h
Vitesse du vent	60 km/h. pendant plus d'une heure/jour
Gel	0° C à 10 h du matin

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés sont compris dans le calcul de la prolongation de délai d'exécution.

Alinéa 6.4 - Contrôle et Réception des travaux

6.4.1 Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG/travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est indiqué que la réception sera effectuée à l'ensemble des travaux.

Le maître d'ouvrage remplit la mission du maître d'œuvre dans les dispositions indiquées au CCAG/travaux pour l'application du présent article.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG/travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Par dérogation aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG/travaux, il est précisé qu'en cas de réserves formulées sur le procès-verbal de réception des travaux, l'entrepreneur devra exécuter les prestations et/ou remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai maximum de 15 jours suivant la date du procès-verbal.

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage dans l'exécution des prestations susvisées, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 8.6.1 du présent C.C.A.P.
Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux aux frais et risques du titulaire défaillant par l'entreprise de son choix après mise en demeure restée infructueuse.

6.4.2 Documents fournis après réception

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux, les documents sont à fournir :

- 15 jours avant la réception de leur lot ou partie d'ouvrage (colonne montante, ...) au maître d'ouvrage : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- 15 jours avant la réception de leur lot : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le titulaire remet au maître d'ouvrage ces documents, en trois exemplaires dont un sur support CD ROM.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, la retenue appliquée est celle visée à l'article 8 du présent CCAP.

Alinéa 6.5 - Délais de garantie et retenue de garantie

6.5.1 Parfait achèvement

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG/travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG/travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

De plus, l'entrepreneur est tenu d'être présent aux différentes visites effectuées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du parfait achèvement.

Si l'entrepreneur n'intervient pas dans le délai demandé par le maître d'ouvrage, une mise en demeure lui sera adressée.

Si l'entrepreneur ne déferre pas à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée.

Pour établir la régie, il est procédé à un constat de carence où l'entrepreneur sera convoqué. Un procès-verbal sera alors établi, signé des parties présentes et notifié à l'entreprise.

En cas d'absence de l'entrepreneur, un procès-verbal sera établi et notifié à l'entreprise.

L'entrepreneur peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la reprise des travaux sera réalisée par un autre entrepreneur après mise en concurrence.

La dépense sera alors prélevée sur la retenue de garantie du titulaire ou, dans le cadre de la garantie à la première demande, le pouvoir adjudicateur demandera à la banque du titulaire de lui verser la somme dans la limite du montant garanti.

Dans les deux cas, si le montant des travaux repris est supérieur aux 5% du marché garantis par la garantie à première demande ou par la retenue de garantie, le titulaire devra verser au pouvoir adjudicateur la différence.

6.5.1.2 Retenue de Garantie

Pour toute commande (Ordre de Service) **d'un montant supérieur ou égal à 100 000 euros**, une retenue de garantie égale à 5 % du montant total de l'opération sera effectuée par le maître d'ouvrage sur le montant des paiements dus à l'entrepreneur, et ce, jusqu'à la réception définitive des travaux.

Elle pourra être utilisée pour couvrir d'éventuels défauts de conformité ou malfaçons constatés après la réception des travaux.

La retenue de garantie sera libérée dans un délai 12 mois suivant la réception définitive des travaux, sous réserve de l'absence de réserves et de la réalisation complète des travaux dans le respect des engagements contractuels. En cas de défaillance de l'entrepreneur, la retenue de garantie pourra être utilisée pour réparer les défauts constatés à l'issue des travaux.

Cette retenue sera réduite ou libérée au fur et à mesure de la levée des réserves ou de la réalisation de travaux de correction. En cas de non-libération dans les délais, des intérêts de retard au taux légal seront appliqués.

6.5.2 Garantie de bon fonctionnement

Pendant 2 ans à compter de la réception (art. 1792.3 du Code Civil)

Cette garantie porte sur les éléments du bâtiment qui ne font pas indissociablement corps, au sens de l'article 1792.2 du Code Civil, avec les ouvrages : de fondations, d'ossature, de clos et de couvert.

6.5.3 Garantie décennale

Pendant 10 ans à compter de la réception définie aux articles 1792 et 2290 du Code Civil, et concernant tous les dommages même résultant d'un vice du sol, qui :

- ✓ Compromettent la solidité de l'ouvrage
- ✓ Affectent l'ouvrage dans un de ses éléments d'équipements ou un de ses éléments constitutifs le rendant impropre à sa destination.

Conformément à l'article 1792.2, cette garantie de 10 ans est étendue aux dommages qui affectent la solidité des équipements lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages : de fondations, d'ossature, de clos et de couvert.

6.5.4 Délais de reprise et de réparation

Il est expressément convenu que les délais de début d'intervention de l'entreprise présumée responsable d'un désordre ne pourront pas dépasser :

- ✓ 8 jours au maximum dans les cas urgents (ouvrages présentant un danger pour la sécurité du personnel ou des visiteurs, fuites, arrêt de fonctionnement d'un appareil ou d'un équipement)
- ✓ 15 jours dans les autres cas (sauf impossibilité matérielle démontrée)

Les délais ainsi précisés intéressent les garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement définies aux articles 6.5.2 et 6.5.3.

Passé ces délais, et après mise en demeure restée infructueuse, les travaux pourront être exécutés aux frais et aux risques de l'entreprise défaillante.

Pour les travaux résultant de la garantie de 10 ans, l'entreprise présumée responsable devra justifier dans un délai maximum de 8 jours qu'elle a adressé à ses assureurs toutes les déclarations et précisions nécessaires pour la prise en charge de ces travaux, et ce, dans les conditions prévues par sa police d'assurance, notamment en ce qui concerne le délai de déclaration de sinistre.

Alinéa 6.6 - Obligations du Titulaire

6.6.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45, est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.6.2 Respect du règlement intérieur

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.6.3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le pouvoir adjudicateur ne demande pas une police d'assurance complémentaire collective de responsabilité décennale comme indiquée à l'article 9 du CCAG Travaux.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement aucune main levée de caution, ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du C.C.A.G Travaux de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

6.6.4 Obligations particulières

Conformément à l'article 6 du CCAG/travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – CO-TRAITANTS ET SOUS TRAITANTS

Alinéa 7.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire d'un lot pourra sous-traiter une partie de son marché. Le montant total des prestations sous-traitées devra être inférieur à 90% du marché du titulaire.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage, avant toute intervention, entraînant le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 800 € TTC.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans, le sous-traitant et le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG/travaux. Si le titulaire est un cotraitant, la déclaration de sous-traitance est contresignée par le mandataire du groupement.

Maîtrise de la langue de la part du sous-traitant :

Dans le cas d'emploi de main d'œuvre étrangère, le sous-traitant devra s'assurer que son personnel puisse maîtriser « des mots de base » de la langue française notamment en cas d'appel des services de secours et pouvoir également se conformer à la signalétique de sécurité.

L'encadrement devra pouvoir soutenir une conversation courante en langue française.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas accepter la sous-traitance avec :

Une entreprise n'ayant pas donné satisfaction,

Une entreprise ayant litige passé ou en cours avec un des établissements du GHT 45

Une entreprise n'ayant pas satisfait aux obligations administratives de déclaration de sous traitance,

Une entreprise n'ayant pas les capacités de réalisation de la mission qui pourrait être confiée.

Sur demande du représentant du maître d'ouvrage, le titulaire du marché devra communiquer la copie du contrat, et avenants éventuels, qu'il aura signé avec son sous-traitant conformément à l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à l'article 3.6.3 du CCAG/Travaux.

Dès la signature de la déclaration de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Tous dossiers de sous-traitance non complétés dans un délai de 21 jours, suite à la demande écrite du pouvoir adjudicateur des documents manquants, seront refusés.

Alinéa 7.2 – Désignation d'un sous-traitant indirect ou dit de « second rang »

C'est le sous-traitant du titulaire du marché, dénommé "entrepreneur principal du sous-traitant indirect", qui sous-traite une partie de sa prestation.

Le sous-traitant de premier rang ne peut, cependant, confier à son propre sous-traitant la totalité du marché dont il a la charge.

La désignation d'un sous-traitant indirect est soumise aux mêmes conditions qu'un sous-traitant direct énumérées ci-dessus.

Les éléments communiqués et signés par le titulaire dans le cas d'une sous-traitance directe seront, dans le cas présent, effectués par "l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect"

Alinéa 7.3 – Modalités de paiement direct

7.3.1 Groupement solidaire

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

7.3.2 Paiement direct à un sous-traitant

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article [R. 2193-11](#) pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé le délai mentionné à l'article [R. 2193-12](#), le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article [R. 2193-11](#) ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

7.3.3 Cas d'un sous-traitant indirect ou dit de second rang

Le sous-traitant de 2nd rang ne peut bénéficier du paiement direct, sauf si une caution ou une délégation de paiement est consentie par le sous-traitant de 1er rang.

La délégation de paiement permet de faire payer le sous-traitant par le maître d'ouvrage et évite ainsi à l'entrepreneur principal d'avoir à supporter le coût d'une caution. Il s'agit d'un accord contractuel. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le sous-traitant de premier rang justifie avoir fourni une caution solidaire et personnelle. La convention de délégation doit être signée par les trois parties : le sous-traitant direct, le sous-traitant de second rang et le maître de l'ouvrage.

Dans le cas d'un paiement direct par le maître d'ouvrage au sous-traitant de second rang, le sous-traitant indirect adresse sur papier à entête son décompte mensuel, libellé au nom du maître d'ouvrage, à l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect, en 3 exemplaires, pour accord

ARTICLE 8 - PENALITES

Toutes les pénalités inférieures à 1 000€ seront appliquées sans négociation possible.

Pour les opérations < à 150K€HT toutes les pénalités sont plafonnées à 3 000 €HT par corps d'état et par chantier assorti des frais pour exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Pour les opérations > à 150K€HT et < à 300K€HT toutes les pénalités sont plafonnées à 5 000 €HT par corps d'état et par chantier assorti des frais pour exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Pour les opérations > à 300K€HT toutes les pénalités sont plafonnées à 3% des commandes de l'opération considérée par corps d'état et par chantier assorties des frais pour exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Seront calculées sur les montants HT.
Par dérogation à l'article 20.1.4 du CCAG/travaux, les pénalités ne sont pas soumises à la clause de variation prévue au présent CCAP.

Alinéa 8.1 Pénalités de retard pour la remise du devis pour les marchés des lots 1.xx

En cas de non-respect des dispositions de l'offre du titulaire, Il sera fait application d'une pénalité fixée à) par jour calendaire de retard pour la remise du devis.

Alinéa 8.2 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG/travaux, pour les entreprises et pour les groupements d'entreprises, tout retard dans l'exécution de la prestation, conformément aux dispositions de l'offre du titulaire ou délai fixé dans l'ordre de service (Commande), donne lieu sans mise en demeure préalable, à l'application de pénalités de retard à 4/100 (quatre centième) du montant du devis par jour de retard, dimanches et jours fériés compris. Si le retard constaté engendre un glissement du planning du chantier alors cette pénalité sera augmentée des dédommagements (désorganisation des équipes, frais divers...) éventuellement demandées par les autres entreprises du chantier.

Cette pénalité est appliquée sur l'acompte mensuel.

Alinéa 8.3 Pénalités pour non-respect d'une obligation de sécurité imposée par la loi ou le règlement.

100,00 € (cent euros) pour chaque manquement constaté ; contractuellement seule une photo datée sera un élément de preuve suffisant pour engager l'application de la pénalité :

- port des EPI ;
- inobservation délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement ;
- non-respect des dispositions du règlement intérieur ;
- non-respect des dispositions du Code du travail et du Règlement de sécurité incendie en matière de travaux dangereux ;
- non-respect des mesures de prévention en cas de travaux en hauteur ;
- non-respect des règles de circulation et de stationnement ;
- stockage de produits, notamment combustibles, sans autorisation préalable ;
- absence de permis de feu ;
- propreté des chantiers ;
- fermeture des locaux et des niveaux techniques ;
- fermeture des chantiers ;
- détérioration volontaire d'équipements de sécurité (incendie et sûreté) ;
- etc.

Alinéa 8.4 Pénalités pour absence aux réunions

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'ouvrage.

Les représentants qualifiés des entrepreneurs seront tenus d'y assister jusqu'à la levée de réserves conformément à l'article 3.9 du CCAG/travaux.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 100 € (cent euros) sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Alinéa 8.5 Délais et pénalités pour non-remise des documents pendant l'exécution du chantier

Documents/plans à remettre et délais de remise indiqués au CCTP et/ou selon les comptes rendus de chantier ; avec un délai maximum de 2 semaines (sauf avis contraire du maître d'ouvrage) avant l'exécution des travaux afférents aux documents/plans.

En cas de retard, une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Alinéa 8.6 Délais et pénalités pour non-remise des DOE

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG/travaux une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable, après 48 h de retard.

La non-remise du DOE dans un délai maximum de 3 semaines à compter de l'établissement du PV des OPR entraînera sans autre rappel la mise en application des pénalités, soit 3% de la valeur du devis accepté assorti de 50 €HT par jour de retard.

La non-transmission de ces documents au moment du solde donnera la possibilité au pouvoir adjudicateur de faire exécuter ces documents par un tiers aux frais et risques du titulaire, en plus de la pénalité, sans mise en demeure préalable.

Alinéa 8.7 pénalité pour retard dans la Levée des réserves

En cas de non-respect du délai de levée de réserves fixé à l'article 8.1 ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG/travaux, une pénalité fixée à 50 € par jour calendaire de retard.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 9.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 46.4 du CCAG/Travaux.

Alinéa 9.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 46.3 du CCAG/travaux.

Concernant les marchés sous forme B, chaque titulaire s'engage à répondre conformément aux marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché avec un titulaire défaillant en cas d'absence de 3 offres consécutives, ou de 3 offres sur une périodicité de deux ans.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 9.3 – Non-respect des obligations par le titulaire

Dans le cas où il est constaté que le titulaire ne respecte pas ses engagements (notamment retards dans l'exécution, malfaçons, etc ...), le pouvoir adjudicateur aura la possibilité soit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire, soit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire après mise en demeure.

9.3.1 Poursuite des travaux aux frais et risques du Titulaire

1) Une mise en demeure est adressée au titulaire comprenant les délais accordés pour remédier à sa faute, les mesures coercitives qu'il encourt et sa sanction.

Le titulaire sera invité à présenter ses observations.

2) Si le titulaire ne défère pas à sa mise en demeure, ce dernier sera convoqué à un constat conformément à l'article 48.3 alinéa 1 du CCAG/travaux. Ce constat lui sera notifié.

3) CHU D'ORLÉANS notifiera également au titulaire du marché la décision de poursuite des travaux par un tiers à ses frais et risques. Par dérogation à l'article 48.3 du CCAG/travaux, un délai de 8 jours sera laissé au titulaire pour demander à reprendre sa prestation.

4) Après l'expiration du délai indiqué ci-dessus, la poursuite des travaux sera réalisée par un autre entrepreneur aux frais et risques du titulaire. La prestation commandée à ce tiers sera notifiée au titulaire

Le titulaire sera autorisé à suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage et de ses représentants.

De plus, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire sera imputé au titulaire (article 47.2.2 du CCAG travaux). Il en sera de même pour les frais de constat d'huissier le cas échéant.

Dans le cas présent, par dérogation à l'article 48.3 alinéa 3 du CCAG/travaux le marché ne sera pas résilié.

9.3.2 Résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire

1) Une mise en demeure est adressée au titulaire comprenant les délais accordés pour remédier à sa faute, les mesures coercitives qu'il encourt et sa sanction.

Le titulaire sera invité à présenter ses observations.

2) Si le titulaire ne défère pas à sa mise en demeure, ce dernier sera convoqué à un constat conformément à l'article 48.3 alinéa 1 du CCAG/travaux. Ce constat lui sera notifié.

3) CHU D'ORLÉANS notifiera également au titulaire du marché la décision de poursuite des travaux par un tiers à ses frais et risques. Par dérogation à l'article 48.3 du CCAG/travaux, un délai de 8 jours sera laissé au titulaire pour demander à reprendre sa prestation.

4) Après l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le marché du titulaire sera résilié et la poursuite des travaux sera réalisée par un autre entrepreneur aux frais et risques du titulaire. Le marché de substitution sera notifié au titulaire

Le titulaire résilié sera autorisé à suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage et de ses représentants.

Les excédents de dépenses ou la diminution des dépenses seront appliqués conformément à l'article 48.6 du CCAG/travaux.

De plus, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire sera inscrit dans le décompte de liquidation du marché du titulaire. Il en sera de même pour les frais de constat d'huissier le cas échéant.

Un décompte de liquidation provisoire sera établi dans les deux mois qui suivent la carence puis un décompte de liquidation définitif sera établi après paiement définitif du marché de substitution

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 10.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance (50 jours) court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. Le délai de paiement ne peut courir qu'à la réception de la garantie.

Alinéa 10.2 - Modalités de paiement

10.2.1 - Etablissement des factures

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 toutes les factures entre les établissements du GHT 45 et ses fournisseurs sont dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir annexe 1 du présent CCAP.

10.2.2 Projet de décompte final et décompte général

Par dérogation à l'article 13.3.2 et à l'article 13.3.1 du CCAG/travaux, le titulaire du marché devra remettre au maître d'ouvrage son projet de décompte final, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans les 30 jours qui suivent la notification de la réception sans réserves ou du procès-verbal de levée de réserves.

Par dérogation à l'article 13.3.4 du CCAG/travaux, à compter du lendemain de la date limite de remise du projet de décompte final par l'entreprise au maître d'ouvrage, une retenue de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée à l'entreprise et le maître d'ouvrage mettra également cette dernière en demeure de fournir son projet de décompte final sous 15 jours. Passé ce délai, le maître d'ouvrage rédigera aux frais et risques de l'entreprise ce document (montant de la retenue indiqué ci-dessus et qui ne pourra pas être supérieur à 5% du marché initial augmenté ou diminué des éventuels avenants)

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG/travaux, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final de l'entreprise qui devient alors le décompte final.

Conformément à l'article 13.4.1 du CCAG/travaux, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général dans les 30 jours qui suivent la date de remise du projet de décompte de l'entreprise

Ce projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient le décompte général. Le maître d'ouvrage notifie le décompte à l'entreprise sous 30 jours à réception du projet de décompte général reçu de l'entreprise par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG/travaux.

L'entrepreneur a 30 jours pour accepter le décompte général qui devient alors le décompte général et définitif du marché ou présenter ses éventuelles observations.

Par dérogation aux articles 13.3.2. et 13.4.4. du CCAG/travaux, dans le cas où le maître d'ouvrage ne notifierait pas le décompte général dans les 30 jours qui suivent la transmission du projet de décompte final chez le maître d'ouvrage, le titulaire devra notifier son projet de décompte général au maître d'ouvrage qui aura 10 jours pour notifier le DGD.

Si le maître d'ouvrage ne le fait pas dans ce délai, le projet de décompte général devient le « DGD tacite ».

La libération de la retenue de garantie est faite dans les 30 jours qui suivent la fin du délai de parfait achèvement, si cette dernière a levé toutes ses réserves et repris toutes les anomalies constatées pendant le parfait achèvement.

10.2.3 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

10.2.4 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 10.3 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 12 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 13 – DEROGATION AU CCAG/FCS

L'article 3.1 du présent CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG/Travaux

L'article 6.4 du présent CCAP déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du CCAG travaux

L'article 6.4.1 du présent CCAP déroge aux articles 41, 41.5 et 41.6 du CCAG travaux

L'article 6.4.2 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG travaux

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 20 et à l'article 48.1 du CCAG travaux

L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 48.3 du CCAG travaux

L'article 10.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.6.2.5 du CCAG travaux

L'article 10.2.2 du présent CCAP déroge aux articles 13.3.2, 13.3.1, 20.4, 13.3.4., 13.4.2 et 13.4.4 du CCAG /Travaux